

Accord-cadre portant sur la
fourniture de périodiques
français et étrangers pour la
période 2025-2029










**Cahier des clauses administratives
particulières (CCAP)**

SOMMAIRE





1.	DÉFINITIONS	2
2.	OBJET DU CONTRAT.....	3
3.	STRUCTURE ET FORME DU CONTRAT.....	4
4.	DURÉE DU CONTRAT ET DÉLAIS D'EXÉCUTION	5
5.	PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT	5
6.	RÉALISATION DES PRESTATIONS	7
7.	OBLIGATIONS DU TITULAIRE	9
8.	LITIGE ET SANCTIONS	10
9.	FIN DU CONTRAT	12

Sélectionner le sommaire, appuyer sur la touche F9 (ou Fn+F9) pour mettre à jour la numérotation des pages.

ÉLÉMENTS CLÉS DU CONTRAT

	Objet du contrat	Accord-cadre portant sur la fourniture de périodiques français et étrangers pour la période 2025-2029
	Acheteur	Université de Tours
	Type de contrat	Accord-cadre mono-attributaire de fournitures à bons de commande sans minimum et avec un maximum contractuel de 2 110 000 € HT sur 4 ans.
	Structure	Lot unique
	Lieu d'exécution	Les prestations concernent l'ensemble des sites géographiques de l'Université de Tours.
	Durée	48 mois
	Développement durable	Cf. article .3
	Variation des prix	Cf. article 5.1
	Nature des prix	Cf. article 8.1

1. DÉFINITIONS

	Contrat	Le contrat est un accord-cadre passé en Appel d'offres ouvert (Article R2124-2 1° - Code de la commande publique). Le contrat fait référence au CCAG Fournitures courantes et services du 30 mars 2021 . Le terme contrat désigne également le présent document, ses annexes et les autres pièces constitutives de l'accord-cadre.
	Acheteur	L' acheteur désigné dans le contrat agit en tant que pouvoir adjudicateur. Il est le donneur d'ordre du contrat pour le compte duquel le contrat est exécuté.
	Titulaire	Le titulaire désigné dans le contrat est l'opérateur économique qui conclut le contrat avec l'acheteur. En cas d'attribution à un groupement d'opérateurs économiques, le titulaire désigne le groupement représenté par son mandataire.
	Prestation	La prestation est l'ensemble des tâches prévues au contrat qui incombent au titulaire et rémunérées par l'acheteur. Le terme prestation vise également une partie du contrat soumise à des règles spécifiques.

2. OBJET DU CONTRAT

2.1. Description des prestations

■ Objet de la prestation :

Le contrat porte sur les prestations suivantes : **Accord-cadre portant sur la fourniture de périodiques français et étrangers pour la période 2025-2029**

Le présent accord-cadre a pour objet la fourniture d'abonnements courants (périodiques français et étrangers) sous format papier, papier/électronique et électronique (titre à titre notamment) pour la période 2025-2029 dans toutes les disciplines, destinés à l'enseignement et à la recherche, publiés en tous pays, ceci pour le compte de l'ensemble des UFR, Ecoles, Instituts et Services composant l'Université de Tours, y compris sur les sites géographiquement extérieurs à Tours (Fondettes, Chinon, Blois (41), etc...).

De plus, l'Université attend de l'agence d'abonnement, titulaire de l'accord-cadre, diverses prestations de service et d'assistance en ce qui concerne :

- *le suivi des abonnements ;*
- *le suivi des réclamations permettant de compléter les lacunes constatées dans la réception des fascicules ;*
- *les services en ligne : accès en ligne au catalogue fournisseur et à ses données de bulletinage, dossier client ;*
- *les informations sur les changements et les modifications des titres en cours, données bibliographiques et éditoriales, changement de support et de média, informations techniques et fonctionnelles sur les abonnements aux périodiques électroniques (licences utilisateur, assistance dans la mise en place des accès électroniques, aide à la résolution des problèmes techniques, ...)* ;
- *fourniture de données de description et d'accès pour l'alimentation du catalogue, de l'outil de découverte, des bases de connaissances et des index, quelle que soit la configuration actuelle ou future du système d'information documentaire ;*
- *les informations régulières sur d'éventuels problèmes ou changements ayant un impact sur l'accès aux titres des périodiques électroniques. Une modification dans l'accès aux titres qui ne correspondrait plus aux exigences du marché entraînerait l'arrêt immédiat de l'abonnement et un remboursement au prorata du temps d'accès effectif à la ressource.*

L'accord-cadre prend également en compte la fourniture de périodiques au titre à titre ou par bouquet pour lesquels un tarif a été négocié pour l'Université de Tours, par l'association COUPERIN ou tout autre négociateur mandaté par l'Université. A ce titre, le titulaire s'engage à appliquer les tarifs négociés qui lui seront communiqués par l'université sans aucun frais de gestion.

Sont exclus du présent accord-cadre :

- *les publications des sociétés savantes locales ;*
- *les périodiques ne relevant pas du circuit normal de distribution (par exemple, éditeur ne souhaitant pas passer par une agence d'abonnement, ou publications fournies aux adhérents dans le cadre d'une association) ;*
- *les périodiques souscrits par l'Université de Tours ou par un regroupement d'établissements comptant l'université de Tours dans le cadre des groupements de commande ;*
- *les périodiques négociés au niveau national souscrits par un regroupement d'établissements comptant l'université de Tours*

■ Lieu d'exécution :

Les prestations concernent l'ensemble des sites géographiques de l'Université de Tours. La situation géographique de l'ensemble des sites de l'Université est disponible sur notre site internet www.univ-tours.fr

Le marché comprenant la livraison des prestations, le titulaire est réputé avoir pris connaissance des lieux. Il ne pourra pas par la suite invoquer une méconnaissance des lieux pour modifier sa proposition financière ou prétendre à une rémunération complémentaire de la part de l'Université.

Le périmètre géographique de l'Université étant susceptible d'évoluer ou d'être modifié au cours de la durée d'exécution du marché, le Titulaire du marché ne pourra en aucun cas facturer un supplément pour une livraison sur un site non mentionné dans ladite liste.

Conformément à l'article 20.3 du CCAG-FCS 2021, les risques afférents au transport jusqu'au lieu de livraison désigné par l'Administration incombent au Titulaire.

■ Pièces contractuelles :

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG, le contrat est constitué des documents énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement et ses annexes financières éventuelles ;
- le présent CCAP et ses annexes éventuelles ;
- le CCTP ou les stipulations techniques du contrat et ses annexes éventuelles ;
- le CCAG applicable (arrêté du 30 mars 2021) dans sa version en vigueur au lancement de la consultation ;
- l'offre technique et financière du titulaire ;
- les actes d'exécution et modificatifs contractualisés en phase d'exécution ;

2.2. Intervenants

Les prestations sont réalisées pour l'acheteur **Université de Tours**, Etablissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, représenté par le Président de l'Université de Tours.

Adresse et coordonnées :

Université de Tours (Direction des bibliothèques et des archives)
60 rue du Plat D'Etain – BP 12050
37020 Tours Cedex 1
Téléphone : 02 47 36 66 00
Courriel : commande-publique@univ-tours.fr
Site internet : www.univ-tours.fr

■ Représentation des parties :

Dès la notification du contrat, l'acheteur désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du titulaire. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'acheteur en cours d'exécution.

Le titulaire désigne dès le début du contrat les noms et coordonnées professionnelles d'une ou plusieurs personnes chargées de le représenter pour l'exécution des prestations. En cas d'empêchement ou de remplacement de ces représentants en cours d'exécution du contrat, le titulaire en avise sans délai l'acheteur et lui indique les noms et coordonnées professionnelles d'un nouveau représentant. Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre les décisions nécessaires engageant le titulaire.

3. STRUCTURE ET FORME DU CONTRAT

■ Nature et décomposition de la prestation et forme du contrat :

Les prestations relèvent d'un contrat de **fournitures** et ne font l'objet d'aucune décomposition en lot.

La forme retenue pour l'exécution du contrat est un accord-cadre mono-attributaire à **bons de commande sans minimum et avec un montant maximum contractuel de 2 110 000 € HT sur 4 ans soit 527 500 € HT par année d'exécution**, en application des articles R2162-2, R2162-4 2° et

R2162-13 à R2162-14 du Code de la commande publique.

A titre indicatif, et sans engagement contractuel de volumes d'achats de la part du pouvoir adjudicateur, le montant des engagements des périodes précédentes s'est élevé à :

2021 : 544 340 € HT
2022 : 426 929 € HT
2023 : 455 244 € HT
2024 : 433 638 € HT

■ Présentation des bons de commande :

Les prestations à réaliser sont définies au fur et à mesure des besoins au moyen de bons de commande qui comportent :

- nom et adresse du titulaire,
- numéro et date du contrat,
- numéro et date du bon de commande,
- numéro de l'engagement juridique,
- lieu de réalisation des prestations,
- adresse de facturation si elle diffère de celle prévue au contrat,
- désignation et quantités des prestations à réaliser,
- délais maxima de réalisation des prestations,
- montant total hors taxes de la commande,
- taux et montant de la TVA,
- montant total TTC.

La ou les personnes habilitées à signer les bons de commande sont :

- le Président de l'Université
- le Directeur Général des Services
- les Doyens et Directeurs de composantes, d'écoles, d'instituts et de services ainsi que les Responsables Administratifs, Directeurs de Laboratoires et Responsables de Services Commun et Centraux lorsqu'ils bénéficient d'une délégation de signature,
- la Directrice des Bibliothèques et des archives.

4. DURÉE DU CONTRAT ET DÉLAIS D'EXÉCUTION

■ Durée globale du contrat :

Le délai d'exécution démarre à compter de la notification du contrat. La durée du contrat est fixée à un (1) an renouvelable trois (3) fois un an par reconduction tacite de la part de la personne publique, sans que sa durée totale ne puisse excéder quatre (4) ans.

L'Administration est la seule fondée à ne pas reconduire le présent accord-cadre à l'issue de la période initiale, par lettre recommandée avec accusé réception au titulaire, trois (3) mois au moins avant l'échéance. Conformément à l'article R2112-4 du Code de la commande publique, le titulaire ne pourra refuser la reconduction.

5. PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT

5.1. Prix du contrat

■ Nature des prix :

Les prix du contrat sont **unitaires** et matérialisés selon les taux de gestion proposés dans l'offre financière du titulaire.

■ Variation des prix :

Les taux de gestion appliqués par le titulaire sont **fermes** pendant la première année puis **révisables** à l'issue de chaque période annuelle, sous réserve d'une notification par lettre recommandée avec accusé de réception, trois (3) mois avant la date anniversaire de notification du contrat.

Les modifications éventuelles des taux de gestion, à la hausse comme à la baisse, seront communiquées à l'Université de Tours qui donnera son accord sous 15 jours ouvrés après réception de la demande de révision.

Toutefois, par dérogation à l'article 38 du CCAG-FCS, la personne publique aura la possibilité de dénoncer sans indemnité le marché correspondant aux prestations non encore commandées dès lors que les nouveaux pourcentages inscrits des taux de gestion dépassent les taux de gestion initiaux de l'accord-cadre de plus de 2 %.

■ Contenu des prix :

Les prix du contrat comprennent :

- les dépenses nécessaires à l'exécution des prestations prévues au contrat ;
- les charges fiscales et autres charges éventuelles qui frappent les prestations ;
- les frais éventuels de conditionnement, stockage, emballage, assurance et transport ;
- les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Les prix exprimés au titre de l'exécution de l'accord-cadre sont franco de port ou de tout frais de livraison.

Les prix de règlement des fournitures sont établis :

- pour les périodiques français et les périodiques étrangers de la zone euro, à partir des tarifs publics éditeurs hors taxes en vigueur à cette date, auxquels s'appliquent le(s) taux de gestion ;
- pour les périodiques étrangers hors zone euro, à partir des tarifs domestiques ou publics publiés des éditeurs convertis en euros avec application du taux de change publié par la Banque de France dans le mois précédent la facturation, auxquels s'appliquent le(s) taux de gestion.

NB : Pour les périodiques étrangers hors zone euro facturés en devises étrangères par le fournisseur à l'agence d'abonnement et facturé en euros par l'agence d'abonnement à l'Université après conversion de la devise étrangère en euros, des frais de couverture de change précisés dans l'offre du titulaire peuvent s'appliquer.

Le titulaire s'engage à appliquer sans surcoût les conditions de prix des licences électroniques ou DDP, dont bénéficie l'Université de Tours dans le cadre des accords Couperin (sous réserve de l'accord du consortium), et sous condition de recevoir l'ensemble des éléments liés aux accords signés avec les éditeurs en amont du traitement des commandes.

■ Offres promotionnelles :

En cours d'exécution, les prix figurant au contrat peuvent temporairement évoluer à la baisse dans le cadre des offres de prix promotionnelles que le titulaire propose à l'ensemble de sa clientèle. Le titulaire s'engage à informer l'acheteur par tout moyen de ces offres promotionnelles, lui permettant de donner une date d'effet certaine et la durée de validité de la promotion.

En aucun cas les offres promotionnelles ne doivent entraîner une diminution de la qualité des produits ou des services associés par rapport aux conditions définies au contrat.

En-dehors des périodes de promotion, les prix applicables sont ceux définis au contrat. Les promotions peuvent également consister en une augmentation des quantités ou à une augmentation de la qualité du produit pour un prix identique.

■ TVA :

Les demandes de paiement sont adressées en montant HT et TTC. Les taux de TVA applicables sont ceux en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du Code général des impôts.

5.2. Conditions de paiement

■ Avance :

Sauf renoncement, une avance est prévue si le montant du bon de commande est supérieur à 50 000,00 € HT et le délai d'exécution supérieur à 2 mois. Le taux de cette avance est fixé à 5%. Le taux de l'avance est fixé à 30% (option A du CCAG) si le titulaire ou le sous-traitant est une PME, dans les conditions prévues à l'article R. 2191-7 du Code de la commande publique. Le montant de l'avance n'est pas révisable.

Le versement de l'avance n'est pas conditionné à la constitution d'une garantie à première demande par le titulaire. L'avance est remboursée entre 65% et 80% d'avancement des prestations.

Le remboursement de l'avance s'impute de manière progressive et linéaire sur les sommes dues au titulaire, au prorata de l'avancement des prestations, entre les seuils de début et de fin du remboursement.

■ Périodicité et régime des paiements :

Les paiements partiels définitifs interviennent à l'issue de la réception des prestations. Les prestations du contrat sont réglées par paiement partiel définitif (article R2191-26 du Code de la commande publique).

■ Remise des demandes de paiement :

Service facturier (SFACT) de l'Université de Tours
60 rue du Plat d'Etain
37020 Tours cedex
Téléphone : 02 47 36 64 35
Courriel : sfact-marches@univ-tours.fr
Site internet : <https://chorus-pro.gouv.fr>

■ Délai de paiement :

Le délai de paiement est de **30 jours** à compter de la réception de la demande de paiement ou du service fait si celui-ci est postérieur à la date de réception de la demande de paiement.

En cas de dépassement du délai de paiement, des intérêts moratoires sont versés au titulaire, calculés par application de la formule suivante :

$$IM = M \times J/365 \times \text{Taux IM} + F$$

Dans laquelle :

IM : montant des intérêts moratoires

M : montant TTC de la demande de paiement

Taux IM : taux de la Banque Centrale Européenne en vigueur majoré de 8 points

J : nombre de jours calendaires entre la date limite et la date réelle de paiement

F : forfait de 40 € de frais de recouvrement

6. RÉALISATION DES PRESTATIONS

6.1. Conditions de réalisation des prestations

L'ensemble des attendus techniques pour la réalisation des prestations sont décrits au sein du CCTP.

6.2. Vérification des prestations

■ Niveau d'obligation prévu au contrat :

Du fait de l'objet du contrat le titulaire est soumis à une obligation générale de résultat. Celle-ci s'impose au titulaire dans l'exécution de ses engagements contractuels et pour l'intégralité des prestations décrites

au contrat. Le titulaire s'engage à exécuter les prestations et à remettre les livrables associés avec le niveau de compétence professionnelle requis pour ce type de prestations, à consacrer tous les moyens humains et matériels nécessaires à sa bonne exécution, ainsi qu'à coopérer de bonne foi avec l'ensemble des intervenants amenés à participer au contrat.

■ Opérations de vérification des fournitures :

Les prestations sont soumises à des vérifications quantitatives et qualitatives simples, destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations du contrat dans les conditions prévues aux articles 27 et 28 du CCAG Fournitures courantes et services.

L'Université dispose de quinze (15) jours (hors périodes de fermetures de l'Université) pour effectuer ces vérifications lors de la livraison des fournitures. Si aucune décision n'est notifiée, ces fournitures sont réputées admises le jour de leur livraison.

Si la quantité livrée n'est pas conforme, l'acheteur peut décider de les accepter en l'état, mettre le titulaire en demeure de reprendre l'excédent ou de compléter la livraison dans le délai qu'il prescrit.

Si les fournitures ne sont pas conformes, elles sont refusées et doivent être remplacées immédiatement par le titulaire sur demande de l'acheteur. L'acheteur peut toutefois accepter les fournitures qui contiennent des défauts ou ne respectent pas toutes les prescriptions du cahier des charges, avec réfaction du prix.

Les périodiques font l'objet de reprises dans les cas suivants :

- périodiques défectueux ou abîmés ;
- erreur de livraison des produits.

Dans ces cas, le titulaire rembourse les frais d'emballage et de réexpédition sur la base des frais réellement engagés – emballage et affranchissement – au tarif postal le plus économique.

En cas d'impossibilité de remplacement, un avoir de la somme correspondante est établi au profit de l'agent comptable.

En cas de non-conformité entre la quantité livrée et le bon de livraison, le bon est rectifié et signé par les personnes en charge de la livraison pour le titulaire et de la vérification pour l'acheteur.

A l'issue des opérations de vérification qualitative, l'acheteur prend une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet dans les conditions prévues à l'article 30 du CCAG.

■ Personnes en charge des vérifications des prestations :

Les personnes chargées de la vérification quantitative et qualitative des prestations réalisées par le titulaire sont les suivantes : Anne Azanza (anne.azanza@univ-tours.fr) ou son/sa représentant(e).

6.3. Développement durable

■ Clause environnementale :

Le contrat prévoit des obligations en matière de protection de l'environnement en tant que conditions d'exécution des prestations. Ces obligations sont les suivantes : le titulaire est tenu à une optimisation de ses déplacements dans le cadre de l'exécution du marché ainsi qu'à une utilisation de modes de transport respectueux de l'environnement. Les éventuels livrables papiers devront être livrés sur des supports respectueux de l'environnement.

Par ailleurs et en application des dispositions du CCAG-FCS, le titulaire veillera à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes.

Le titulaire s'assure du respect par ses sous-traitants de ces obligations environnementales.

6.4. Autres stipulations

■ Clause de réexamen et modifications du contrat :

L'acheteur peut prescrire des **prestations supplémentaires ou modificatives par ordre de service** après consultation au titulaire. Le cas échéant des prix nouveaux et provisoires sont fixés de manière concertée puis rendu définitifs par avenant dans les conditions prévues par le CCAG.

Les modifications prescrites ont un rapport direct avec l'objet du contrat, sont imprévisibles et rendues nécessaires pour la bonne exécution du contrat sans en bouleverser l'économie générale.

7. OBLIGATIONS DU TITULAIRE

■ Assurances :

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Il doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du contrat et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation dans un délai de 15 jours à compter de la réception de la demande de l'acheteur.

■ Obligation de vigilance :

Le titulaire remet :

1) avant le début de chaque détachement d'un salarié, une attestation sur l'honneur indiquant son intention de faire appel à des salariés détachés et dans l'affirmative :

- une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation du travail et de l'emploi, conformément aux dispositions des articles R. 1263-4-1 et R. 1263-6-1 du Code du travail ;
- une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R. 1263-2-1 du Code du travail.

2) Lors de la conclusion du contrat, une attestation sur l'honneur indiquant son intention d'employer des salariés étrangers et dans l'affirmative, communique la liste des salariés étrangers employés et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2 du Code du travail en précisant pour chaque salarié (D. 8254-2 du même code) :

- sa date d'embauche ;
- sa nationalité ;
- le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

3) Lors de l'attribution et avant la notification du contrat, le titulaire doit fournir des documents datant de moins de 6 mois attestant du paiement des impôts et taxes dus au Trésor public :

- une attestation fiscale ou de régularité fiscale (arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des renseignements et des documents pouvant être demandés aux candidats aux marchés publics).

4) Lors de l'attribution et avant la notification du contrat, puis tous les 6 mois, le titulaire fournit les documents attestant qu'il est à jour de ses obligations sociales (paiement des cotisations et contributions sociales) auprès de l'URSSAF et de sa régularité en matière de lutte contre le travail dissimulé en fournissant :

- une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du Code de la sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois dont elle s'assure de l'authenticité auprès de l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale (attestation de vigilance).

5) Lorsque l'immatriculation du cocontractant au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, le numéro unique d'identification délivré par l'Insee ou à défaut l'un des documents suivants :

- un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou Kbis) ;
- un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;
- un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.

■ **Réparation des dommages :**

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens par le titulaire du fait de l'exécution du contrat sont à la charge du titulaire.

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens du titulaire par l'acheteur du fait de l'exécution du contrat sont à la charge de l'acheteur.

■ **Sous-traitance :**

Les fournitures ne peuvent pas faire l'objet de sous-traitance. Néanmoins le titulaire peut faire appel à des fournisseurs et sous-traiter les services connexes à la fourniture.

8. LITIGE ET SANCTIONS

8.1. Pénalités

Toute pénalité appliquée par l'Université de Tours est perceptible soit par déduction sur le montant de la facture relative au bon de commande lors de l'exécution duquel le manquement a été commis, soit, à tout moment jusqu'à la date de paiement du dernier bon de commande émis en exécution de l'accord-cadre, par émission d'un titre de recettes à l'encontre du titulaire.

Ce titre peut porter sur l'intégralité des pénalités applicables, sans préjudice du fait que le ou les bons de commande concerné(s) par le(s) manquement(s) ai(en)t, le cas échéant, donné lieu à un règlement, même définitif. Les pénalités prévues au CCP sont cumulables entre elles.

Pénalité	Fait générateur et mode de calcul
Pénalité pour retard en cas de dépassement du délai de livraison	<p>Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG, en cas de dépassement du délai d'exécution prévu au contrat, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 50,00 € par jour de retard.</p> <p>Au-delà de 5 jours calendaires de retard, cette pénalité est majorée à 75,00 €.</p> <p>En cas de livraison partielle, la pénalité définie ci-dessus est appliquée dans les mêmes conditions.</p>
Pénalité pour non-respect des délais de souscriptions	<p>Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, lorsqu'il apparaît que le délai de souscription d'un abonnement n'a pas été respecté par rapport au délai maximum de 10 jours imposé par l'Université, celle-ci appliquera une pénalité forfaitaire de 100,00 € par jour et par nombre d'abonnements manquants.</p>
Pénalité pour retard en cas de non-confirmation auprès du service émetteur de la demande d'abonnement	<p>Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, , en cas de non-respect du délai de transmission de la confirmation de la demande d'abonnement au service émetteur visé dans le CCTP, le titulaire pourra se voir appliquer une pénalité forfaitaire de 5,00 € pour chaque abonnement.</p> <p>Le montant annuel de cette pénalité est plafonné à 500,00 € et par dérogation à</p>

Pénalité	Fait générateur et mode de calcul
	l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, le titulaire est exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 100,00 € .
Pénalité pour retard dans la transmission du numéro d'abonné	<p>Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, en cas de non-respect du délai de fourniture des numéros d'abonnés visé dans le CCTP, le titulaire pourra se voir appliquer une pénalité forfaitaire de 5,00 € par numéro d'abonné manquant et ce pour chaque abonnement.</p> <p>Le montant annuel de cette pénalité est plafonné à 500,00 € et par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, le titulaire est exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 100,00 €.</p>
Pénalité pour tout manquement aux autres obligations contractuelles	Pour tout manquement aux autres obligations contractuelles, une pénalité de 150,00 € par manquement constaté sera appliqué.
Pénalité pour non-respect de la clause environnementale	En cas de non-respect des obligations relatives à la protection de l'environnement imputable au titulaire, celui-ci se verra appliquer une pénalité forfaitaire de 200,00 € pour tout manquement constaté.
Pénalité en cas de non-respect des obligations imposées par le Code du travail	<p>Une pénalité sera appliquée au titulaire s'il ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 à L.8221-5 du Code du travail, relatifs à la déclaration de l'activité et des salariés de l'entreprise.</p> <p>Le montant de cette pénalité sera égal à 10 % du montant du marché et ne pourra excéder celui des amendes encourues en application des articles L.8224-1, L.8224-2 et L.8224-5 du Code du Travail.</p>

8.2. Autres stipulations

■ Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire :

Les dispositions de l'article 45 du CCAG s'appliquent. En cas de non-exécution ou mauvaise exécution des prestations prévues au contrat après mise en demeure restée sans effet, ou en cas de décision de résiliation du contrat et si cette décision le mentionne, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du titulaire. Cette décision est notifiée au titulaire par l'acheteur.

Le contrat passé avec le tiers est transmis au titulaire pour information. Ce dernier ne peut pas prendre part à l'exécution de ce contrat de substitution mais est tenu de fournir toutes les informations utiles à sa bonne exécution.

L'augmentation des dépenses par rapport au prix du présent contrat est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

■ Pénalités pour retard – observations préalables à l'application des pénalités :

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG, les pénalités de retard sont applicables sans observations préalables du titulaire.

■ Pénalités pour retard – plafonnement des montants :

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG, le montant total des pénalités de retard ne peut excéder 30 % du montant total hors taxes du bon de commande concerné.

■ Pénalités pour retard – seuil d'exonération :

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG, les pénalités pour retard s'appliquent dès le premier euro.

■ Règlement des différends :

Tout différend entre le titulaire et l'acheteur doit faire l'objet d'un mémoire en réclamation exposant les

motifs et le cas échéant justification des montants réclamés. Ce mémoire est adressé dans les deux mois qui suivent le différend. L'acheteur dispose d'un délai de deux mois pour répondre.

Les parties peuvent soumettre les différends qui les opposent au Médiateur des entreprises (<https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises/marches-publics-entreprises><https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises>), au Comité consultatif de règlement amiable des litiges compétent (articles R2197-1 et suivant du Code de la commande publique) ou à la DREETS (anciennement DIRRECTE, <https://dreets.gouv.fr/>).

■ Résiliation pour faute :

En cas de mauvaise exécution des prestations objet du contrat ou de non-respect des stipulations du contrat par le titulaire, l'acheteur peut résilier le contrat aux torts du titulaire et après mise en demeure restée sans effet pour les motifs prévus à l'article 41.1 du CCAG. Cette résiliation ne donne droit à aucune indemnisation du titulaire et n'éteint pas l'action éventuelle de l'acheteur en réparation des préjudices causés par la faute du titulaire.

■ Tribunal compétent

En cas de litige le tribunal compétent est le suivant :

Tribunal Administratif d'Orléans
28 rue de la Bretonnerie
45057 Orléans Cedex 1
Téléphone : 02 38 77 59 00
Courriel : greffe.ta-orleans@juradm.fr
Télécopie : 02 38 53 85 16

Les recours peuvent être déposés sur <https://www.telerecours.fr/> ou adressés par courrier.

9. FIN DU CONTRAT

■ Résiliation pour motif d'intérêt général :

À tout moment l'acheteur peut résilier le contrat pour motif d'intérêt général. Cette résiliation n'ouvre droit à aucune indemnisation du titulaire puisqu'aucun engagement de montant n'est prévu.

■ Garantie :

La garantie s'appliquera aux fournitures reconnues défectueuses (pages manquantes, impressions, brochages, ou reliures défectueux) au moment de la réception ou non parvenues au destinataire. Au titre de cette garantie, le titulaire s'oblige à remplacer à ses frais la partie de la livraison reconnue défectueuse ou manquante.

Cette garantie couvre également les frais d'emballage et de transport des fournitures consécutifs à un rejet.

Au titre de la garantie contractuelle de « bon fonctionnement », le titulaire garantit l'Université contre toutes les revendications des tiers relatives aux brevets, licences, dessins et modèles, marques de commerce et tout autre titre de propriétés intellectuelles ou industrielles des fournitures faisant l'objet du présent marché. Si l'Université est victime d'un trouble dans la jouissance des fournitures livrées, le titulaire doit prendre immédiatement des mesures propres à le faire cesser.

Le titulaire n'est libéré de son obligation que si la faute provient du pouvoir adjudicateur ou relève de la force majeure.

Pour les abonnements électroniques, l'exécution du service est réputée réalisée à partir du moment où le texte intégral du périodique est accessible selon les conditions de vente précisées dans le devis ou les documents adressés par le titulaire avant la commande (sur authentification IP).

Les prestations exécutées notamment dans le cadre des périodiques nécessitant un accès à une

ressource numérique sont couvertes par la garantie légale de conformité contre tous les défauts de conformité existant déjà à la livraison du produit. Au titre de cette garantie, le titulaire s'engage à remplacer à ses frais la partie de la livraison reconnue défectueuse ou manquante. Cette garantie couvre les frais consécutifs à un rejet. Pour certains éléments, des garanties spécifiques supplémentaires peuvent trouver matière à s'appliquer et sont éventuellement détaillées dans la partie technique du présent document ou à défaut dans la proposition financière et technique du titulaire.

Liste des dérogations au CCAG Fournitures courantes et services :

La rubrique *Pièces contractuelles* de l'article 2.1 du contrat déroge à l'article 4.1 du CCAG

La rubrique *Variation des prix* de l'article 5.1 du contrat déroge à l'article 38 du CCAG

La rubrique *Pénalités pour retard* de l'article 8.1 du contrat déroge à l'article 14.1.1 du CCAG

La rubrique *Pénalités pour retard* de l'article 8.1 du contrat déroge à l'article 14.1.3 du CCAG

La rubrique *Pénalités pour retard - observations préalables à l'application* de l'article 8.2 du contrat déroge à l'article 14.1.1 du CCAG

La rubrique *Pénalités pour retard - plafonnement des montants (à commandes)* de l'article 8.2 du contrat déroge à l'article 14.1.2 du CCAG

La rubrique *Pénalités pour retard - seuil d'exonération* de l'article 8.2 du contrat déroge à l'article 14.1.3 du CCAG



Documents et liens utiles (versions en vigueur à la date du lancement de la consultation) :

[Code de la commande publique](#) et ses [annexes](#) (Legifrance)

[CCAG Fournitures courantes et services du 30 mars 2021](#)